

« Face aux ministres, on a l'impression de parler chinois »

► **Marc Leemans et Marie-Hélène Ska :**

« Nous évaluerons la situation le 16, après la grève générale. »

► **Les leaders de la CSC envisagent, en front commun, un « nouveau plan d'actions ».**

► **Et n'excluent pas une autre... grève générale.**

Paroles de secrétaire générale et de président, excusez du peu ! Des mots durs de la part des leaders de la CSC, qui rendent compte de l'impasse politico-sociale. Marie-Hélène Ska et Marc Leemans mettent la pression !

Le gouvernement s'en tient à son « accord » de majorité. Il y a un

programme, il faut s'y tenir...

Marie-Hélène Ska Quelques pages représentent l'alpha et l'oméga pour les cinq ans à venir : c'est très inquiétant.

Marc Leemans Nous avons soumis nos souhaits et suggestions aux différents partis avant et après les élections, le gouvernement n'en a pas tenu compte. Ils sont braqués là-dessus, leur texte. Bloqués.

MHS Tous les jours, il y a des articles dans les journaux expliquant que les inégalités augmentent, qu'elles minent la cohésion sociale... Tous les jours on nous dit que nombre de grosses sociétés éludent l'impôt, fraudent... Il y a là une tension insoutenable. Les inégalités croissantes, le fait qu'une partie sans cesse plus grande du monde du travail est gravement sous pression, ne sait pas de quoi l'avenir sera fait... Quand les jeunes ne comptent plus sur la collectivité mais uniquement sur eux-mêmes pour avancer, cela veut dire que la situation devient dramatique.

Alors ?

MHS Alors on va vers la désespé-

rance... Les citoyens ont besoin de stabilité, et pas qu'on leur dise :

« Ah ! vous aviez prévu de partir en prére-

traite l'année prochaine ? Désolé, c'est trois ans de plus... Ah ! vous vouliez prendre un crédit-temps ? La porte est close... » On a une génération de jeunes à qui on dit : vous n'avez pas le diplôme requis ?, tant pis, il n'y a pas d'allocation d'insertion, et vous n'êtes plus dans les registres des chercheurs d'emplois... On va faire quoi

avec ces milliers de jeunes ? C'est un déni de réalité.

Le « déni », c'est vous, réplique-t-on en face : le nécessaire effort d'assainissement, la compétitivité des entreprises, pour assurer l'avenir.

MHS Le front commun syndical ne conteste ni l'assainissement ni le besoin de compétitivité. Mais il faut savoir qui finance cela. Et faire en sorte de ne pas abîmer les

fonctions collectives. Ici, tout le poids repose sur les travailleurs et les allocataires sociaux.

ML Faut-il assainir ? Oui. Améliorer la compétitivité des entreprises ? Oui. Nous sommes prêts à discuter de tout cela. Mais ici, ce que le gouvernement fait, c'est uniquement présenter la facture aux travailleurs. A la classe moyenne. Aux gens qui se lèvent tôt, comme ils disent.

Bart De Wever parle de « grèves politiques ».

MHS Ah ! lui ! Il est ailleurs, il est en surplomb total.

« Surplomb total » ?

MHS Oui, il fait partie de ces gens qui ne vivent pas dans la vraie vie, qui ne savent pas ce que veut dire une fin de mois, qui ne se posent aucune question sur ce qu'ils feront pour tenir jusqu'à 67 ans. Il a une vision de la société,

cela étant : que le meilleur gagne !

Avec l'ensemble du gouvernement, il dit en substance : il faut endurer, mais il faut passer par là pour aller mieux demain...

MHS Je pense aux années de construction d'après-guerre, avec un cap... Ici, on est dans la destruction ! Vous savez que nous avons mis quatre points sur la table : le pouvoir d'achat, la défense des services collectifs et de la sécurité sociale, la fiscalité et la relance... Eh bien, quand on aborde la relance devant les ministres, c'est le grand silence en face... On ne sait même pas à qui on doit s'adresser. On a l'impression de parler chinois.

Personne parmi eux ne dit : « Tiens, oui, la relance, je m'en occuperais bien. » Non. Un silence assourdissant.

Leur argument, c'est l'effet retour... L'arbre portera ses fruits.

ML Faux ! Ils coupent 8 milliards dans les dépenses publiques, dont 3 milliards dans les services publics, ils retranchent 20 % de personnel dans les grands départements ; 20 % de frais de fonctionnement, 30 % d'investissements...

Vous imaginez les conséquences ? Les administrateurs des services publics ne savent plus comment organiser leurs services !

Non, c'est un gouvernement de la hache en dépenses publiques et de la taxation pour la population ! Le saut d'index, c'est une taxation de 2 % ! Et n'oubliez pas que tout sera indexé au niveau des dépenses : toutes les factures que vous avez à la maison, les assurances incendie, voiture, l'eau, l'électricité... Là, l'indexation s'appliquera ! Les gens s'en rendent compte. La colère monte.

Reste que le gouvernement appelle à la concertation, dit qu'elle est possible. Il est à l'écoute...

MHS *Ils écoutent ? Ils n'entendent pas ! Des autistes politiques.*

Vous y allez !

MHS *Je n'arrive pas à les définir autrement. Et je n'arrive pas non plus à me dire que dans la bande, il y en a qui sont moins autistes que d'autres. C'est comme s'ils se tenaient par la barbichette et qu'ils se disaient que le premier qui va dire qu'il comprend ce qui se passe, il sera considéré comme un traître à l'accord de gouvernement !*

Cela dit, on ne peut nier que l'exaspération monte face aux mouvements de grève. Les gens « râlent »...

ML *On nous dit qu'il faudrait adapter nos formes d'action... Ah oui ? Quoi ? Lancer dix mille ballons avec une petite carte ? Une pétition ? Une campagne Twit-*

ter ? Créer une page Facebook ? Des cartes de vœux à la FEB ? Quoi ? Allons !

On a mis plus de 120.000 personnes dans la rue, et quelle a été la réaction au gouvernement ? Ni son ni image. On a fait la première grève provinciale, et réaction : ni son ni image. Deuxième grève tournante... Ni son ni image...

On va à la grève générale, et ce sera... Je crains le pire.

Si ce « pire » advient, si le blocage persiste ?

ML *Nous évaluerons la situation le 16, après la grève générale. C'est le gouvernement qui décidera de la suite. De la température cet hiver...*

Grand froid ? Vous envisagez un nouveau calendrier d'actions ?

MHS *Nous espérons ne pas devoir en arriver là, mais...*

ML *C'est de la responsabilité du*

gouvernement. Nous sommes arrivés au bout du premier plan d'actions, nous aviserons. Tout est possible. Nous n'excluons pas une nouvelle grève générale.

MHS *En effet. Nous ne l'excluons pas. Attention à tomber dans des scénarios extrêmes... Le gouvernement doit « entendre » ! Quand la jeunesse est désespérée... Voyez en Espagne, en Grèce... Demain, la Belgique ? ■*

Propos recueillis par
DAVID COPPI

« Je n'arrive pas à me dire que dans la bande il y en a qui sont moins autistes que d'autres »

« Le Premier ministre doit être un capitaine, et sans changer de cap, s'adapter face à la tempête »

On dit que le CD&V voudrait avancer sur la taxation du capital, des plus-values, mais il ne bouge pas pour l'instant, à part quelques interviews...

ML *Après la manifestation du 6 novembre, Kris Peeters, vice-Premier CD&V, a été désigné par le gouvernement pour rétablir la confiance et le dialogue. Il a fait un certain nombre de propositions. Exemple : la possibilité de prolonger les négociations sur les conventions collectives à propos d'une série de prépensions. Bien. Il est passé en kern, le comité ministériel restreint, et là, plus rien ! Ils ont refermé la porte sur ce point précis. Kris Peeters, dans tout cela ?*

Il y a des tensions dans la famille politique chrétienne flamande ?

(Rires)

ML *C'est le moins que l'on puisse dire !*

Ah bon. Dites...

MHS *Ecoutez, ce n'est pas le problème. Le problème est de savoir si le Premier ministre est capable d'être ce qu'il doit être : l'architecte de cette majorité. Pas le notaire de je-ne-sais-quoi. La moindre des choses eût été de soutenir son vice-Premier, ministre de l'Emploi et de l'Economie. Un chef de gouvernement est un capitaine de vaisseau et, quand il rencontre la tempête, il doit pouvoir contourner l'obstacle, dévier de sa route sans perdre son cap, s'adapter. Or, là, pas du tout. Laissons passer la tempête, demain il fera beau...*

N'est-on pas, au fond, dans la logique suivante : c'est eux ou vous... Vous voulez faire tomber le gouvernement, ils veulent casser les syndicats. Comme Thatcher et la grève des mineurs au milieu des années quatre-vingt.

MHS

Que ce soit clair : nous ne sommes pas dans la perspective de faire tomber le gouvernement ! Et si l'on veut casser les syndicats, comme vous dites, moi j'observe qu'un certain nombre de mouvements citoyens prennent leur place : « Hart boven Hard », « Tout autre chose »...

récriminations Un vent d'irritation face à la grève

Une vague d'opposition à la grève générale s'est exprimée vendredi, à deux jours du débrayage qui devrait paralyser le pays. La page Facebook « le 15 décembre, je travaillerai. Alors que d'autres... », invitant les personnes souhaitant travailler à se manifester sur le réseau social avait réuni, vendredi soir, près de 35.000 sympathisants.

Les associations patronales ont également pris des initiatives afin que le mouvement ne perturbe pas le fonctionnement des entreprises. Ainsi, les fédérations, ont écrit aux bourgmestres et gouverneurs de province, disposant de pouvoir de police pour éviter ce que les employeurs estiment constituer abus du droit de grève.

« Les syndicats demandent que le droit de grève soit respecté. Mais il a des limites. Nous devons en effet constater que ces limites sont régulièrement dépassées par certains grévistes. Ainsi il est inadmissible que des piquets, installés sur la voie publique ou à l'entrée de zonings, soient tolérés alors qu'ils constituent des entraves pénales à la circulation. En outre, des faits sortant très manifestement de l'exercice normal du droit de grève et constitutifs d'infractions pénales (violences verbales, intimidation et menaces, violation de propriétés privées...) ont déjà été commis lors d'actions antérieures. Les autorités doivent dès lors mettre tout en œuvre pour protéger également les autres droits et libertés, en particulier le droit des

non-grévistes au travail, le droit de circuler et d'accéder aux installations, ainsi que le droit de propriété. »

« Un climat d'intimidation voire de terreur »

L'Union wallonne des entreprises a également exprimé ouvertement son irritation devant le mouvement qui se prépare, et qui constitue la quatrième grève en un mois. L'organisation patronale parle de « climat d'intimidation voire de terreur. » Dans un communiqué, elle cite des exemples :

« Un bourgmestre se promène de piquet de grève en piquet de grève, en soutenant ceux qui bloquent les accès, des grévistes cagoulés qui pénètrent dans les locaux d'entreprises liégeoises avec des battes et une hache, pour expulser sous la menace le personnel au travail, les journaux de classe de nos écoliers sont utilisés comme vecteurs de propagande syndicale, etc. »

Enfin, 45 patrons de Charleroi avaient quant à eux décidé d'intenter une action en référé devant le tribunal de Première instance, visant à faire interdire les piquets. Ils ont été déboutés ce vendredi, à la grande déception du principal plaignant, Bernard Dalozé. « Je n'ai rien contre la grève, mais j'estime que les syndicats se trompent de cible. Ils contestent des mesures gouvernementales, c'est donc au gouvernement qu'ils devraient s'en prendre, pas à nous. Pourquoi ne vont-ils pas chez Olivier Chastel, président du MR ? »

Ces expressions témoignent d'un

climat d'irritation, qui ne concerne pas seulement les employeurs membres d'une fédération, et qui s'exprime de plus en plus ouvertement à mesure que les grèves se multiplient.

Du côté du gouvernement, la réaction varie d'un ministre à l'autre, d'un parti à l'autre. Le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA) a indiqué jeudi à la Chambre qu'il entendait faire respecter la proportionnalité entre droit de grève et droit de travailler, et qu'il mobiliserait au besoin la police locale ou fédérale pour s'opposer à ceux qui ne respecteraient pas cette proportionnalité. De son côté, le président de la N-VA, Bart De Wever a qualifié cette grève de « politique », accusant la FGVB d'être le « bras armé » du PS.

Des propos qui n'ont pas en-

chanté Kris Peeters (CD&V), le ministre de l'Emploi, qui tente difficilement de renouer le dialogue social. De manière plus modérée, il a rappelé qu'il existait un « gentlemen's agreement » entre patrons et syndicats qui prévoit que ceux qui le souhaitent doivent avoir la possibilité de travailler.

« J'espère que cet accord sera respecté. Les personnes qui veulent faire grève n'en seront pas empêchées. Mais ceux qui veulent travailler doivent aussi pouvoir le faire sans entrave. »

Pas sûr que le ministre soit entendu : les syndicats annoncent de très nombreux piquets et blocages de zonings pour ce lundi, et n'excluent pas de nouveaux mouvements pour la rentrée de janvier, s'ils ne s'estiment pas entendus par le gouvernement. ■

B.Dy